



COASTAL

Collaborative Land-Sea
Integration Platform

New policies to support the business roadmap

Synergy within the territory can only be improved through a clear understanding of its complexity. This cannot be tackled simply by dividing it into sectors of human activity and environmental resources to be shared, as is currently the case. The roadmap proposes a change in logic, and thinking on a territorial scale, rather than that based on resource sharing and the balance of power. A need for more integrative policies was highlighted during collaborative workshops. There are still many policies (e.g., water) where upstream and downstream sectors are clearly not considered as a whole ("silo" policies). This is even worse when it comes to management of land-sea interface areas. Spatial planning can also better consider the need to preserve the proper functioning of ecosystems, water, and carbon storage through various measures: "If there is no more water, that means no more for anyone" (quote from a workshop). Similarly, some aids or incentives are only aimed at professionals in a single sector of activity (farmers, shellfish farmers, tourism operators, etc.), whereas actions to strengthen land-sea synergies must be "territorial" and not sectoral, and therefore accessible to the full spectrum of economic actors. Beyond the individual or collective economic choices that activities can make, the business roadmap requires an ambitious plan at regional level and/or specific incentives at national level, with the possibility of state aid that transcends sectors. Training and the exchange of know-how, expertise, field experiments, shared information, cross-dialogues between stakeholders are also essential to the success of the roadmap.

De nouvelles politiques publiques en appui à la feuille de route

La synergie du territoire ne peut être améliorée que par la prise de conscience de la complexité du système. Cette complexité ne peut être abordée seulement par le découpage en secteurs d'activité humaine et de ressources à partager. La feuille de route propose de changer de logique et de réfléchir à l'échelle territoire au lieu de s'engager dans une logique de répartition et de rapports de force. Il a été souligné pendant l'ensemble des ateliers collaboratifs la nécessité d'avoir des politiques plus intégratives. Il reste encore beaucoup de politiques où les secteurs amont et aval sont clairement différenciés et ne sont pas considérés globalement. C'est encore pire pour les zones d'interface terre-mer. L'aménagement du territoire peut également mieux prendre en compte la nécessité de préserver le bon fonctionnement des écosystèmes, de l'eau et du stockage du carbone par diverses mesures : "S'il n'y a plus d'eau, il n'y en a plus pour personne" (citation). De même, certaines aides ou incitations ne s'adressent qu'aux professionnels d'un seul secteur d'activité (agriculteurs, conchyliculteurs, acteurs du tourisme etc.) or les actions propres à renforcer les synergies terre-mer doivent être pensées « territoire » et non sectorielles, donc accessible à différents acteurs économiques. Au-delà des choix économiques individuels ou collectifs que peuvent faire les acteurs, la feuille de route appelle un plan ambitieux à l'échelle régionale et/ou des aides adaptées qui transcendent les secteurs. La formation et l'échange de savoir-faire, l'accès à l'information partagée, les dialogues croisés et entre tous les acteurs du territoire sont également indispensables à la réussite de la feuille de route.

